



## COMMUNIQUE

### **Arrestation en Espagne de l'ex-colonel uruguayen Eduardo Ferro, accusé de crimes contre l'Humanité pendant la dictature et fugitif de la justice depuis 2016**

L'ex-colonel Eduardo Ferro, fugitif de la justice uruguayenne depuis fin 2016 et recherché par Interpol depuis mars 2017, s'est constitué prisonnier le 27 janvier à Valence, Espagne, et il est maintenu en détention. C'est une excellente nouvelle pour les défenseurs des Droits Humains.

Eduardo Ferro est un colonel (retraité) de l'armée uruguayenne. La majeure partie de sa carrière s'est déroulée au service de la dictature civico-militaire (1973-85). A la fin de la dictature, il a été responsable des services de renseignements chargés de l'«espionnage en démocratie» de militants syndicaux et politiques (en particulier entre 1988 et 1998).

Il est accusé de nombreux crimes contre l'Humanité pendant la dictature. Reconnu comme tortionnaire brutal dans les divers centres de détention clandestins où il a opéré, il est accusé d'au moins deux disparitions forcées: celle d'Oscar Tassino, militant syndical et membre du Parti communiste, en 1977, et celle de Fernando Miranda, professeur d'université et militant communiste, en 1975. Dans le cadre du plan Condor, il a participé à l'enlèvement au Brésil en 1978 d'Universindo Rodriguez et de Lilian Celiberti avec ses deux enfants de 8 et 3 ans. D'après des témoignages, Eduardo Ferro pourrait être impliqué aussi dans les disparitions forcées de Maria Claudia García de Gelman en 1976 et celles de Jorge Gonçalves et Andrés Bellizzi, en 1977, à Buenos Aires.

Pendant plus de trente ans, le colonel Ferro a fait appel à tous les recours judiciaires que permet la loi de caducité pour protéger les protagonistes du terrorisme d'Etat. Enseignant à l'Ecole Militaire, il a maintenu des liens étroits avec les hauts gradés des Forces Armées et souvent été présent pour soutenir l'impunité des auteurs de crimes contre l'Humanité en Uruguay.

En octobre 2016, enfin convoqué par la justice uruguayenne pour répondre de crimes de tortures, homicide et disparition forcée, il a choisi de fuir son pays. Il a été arrêté par Interpol à Madrid en septembre 2017. Une démarche d'extradition a été immédiatement engagée mais, pour des raisons obscures, elle n'a pas abouti : en novembre 2017 les autorités espagnoles

**Association ¿DóndeEstán? (Où sont-ils?), 21 ter rue Voltaire, 75011Paris**

[dondestan.paris@gmail.com](mailto:dondestan.paris@gmail.com)

<http://donde-estan.com>

Facebook : DondeEstan Francia



ont libéré Ferro qui a de nouveau disparu. Plus de trois ans après, il a décidé de se rendre et l'extradition vers l'Uruguay devrait maintenant être effective rapidement.

La fin de cavale d'Eduardo Ferro est une grande victoire pour les défenseurs des Droits Humains et pour la société civile uruguayenne qui combat l'impunité.

C'est la mobilisation infatigable, pendant plus de quarante ans, pour la vérité et la justice, contre l'impunité, qui a rendu possible entre autres la décision du gouvernement, en 2018, d'interdire aux consulats uruguayens de délivrer à tout militaire fugitif de la justice pour cause de crimes contre l'Humanité le « certificat de vie » indispensable à l'encaissement de sa confortable pension de retraite. L'application de cette mesure a joué un rôle déterminant dans la reddition de l'ex militaire, d'après ses propres déclarations.

Par ailleurs, les organisations de Droits Humains n'oublient jamais les victimes, mais elles n'oublient pas non plus les criminels du terrorisme d'état. L'exigence de vérité, de justice et de mémoire est présente partout où il y a des défenseurs des Droits Humains. Eux et elles ont continué à chercher Eduardo Ferro, à diffuser son portrait et son histoire où qu'il se cache pour échapper à la justice, générant autour de lui un rejet et une condamnation sociale très difficiles à supporter, jusqu'à l'obliger à sortir de sa cachette.

Avec la société uruguayenne et tous les défenseurs des Droits Humains, nous exigeons fermement que les démarches nécessaires à l'extradition d'Eduardo Ferro de l'Espagne vers l'Uruguay soient rapidement mises en œuvre pour qu'il puisse répondre devant la justice uruguayenne des accusations gravissimes dont il est l'objet et pour lesquelles sa fuite prolongée est un aveu de culpabilité.

Toutes les mesures nécessaires pour garantir sa sécurité jusqu'à sa comparution en Uruguay doivent être prises.

¿Dónde Están? salue fraternellement toutes les organisations de Droits Humains qui ont permis ce résultat. La reddition de Ferro permettra à la justice de faire son travail et à la vérité d'avancer, pour qu'il n'y ait plus jamais de terrorisme d'état. Il reste beaucoup à faire.

Association ¿Dónde Están?-Où sont-ils?- France

**Association ¿DóndeEstán? (Où sont-ils?), 21 ter rue Voltaire, 75011Paris**

[dondestan.paris@gmail.com](mailto:dondestan.paris@gmail.com)

<http://donde-estan.com>

Facebook : DondeEstan Francia